L'extrême droite est, et sera toujours, l'ennemie du monde du travail.

Depuis janvier 2014, nos organisations ont lancé une campagne de longue haleine intitulée « Uni·e·s contre l'extrême droite, ses idées, ses pratiques », dans le prolongement de l'appel « La préférence nationale n'est pas compatible avec le syndicalisme », signé en mars 2011.

Les politiques gouvernementales– dont notamment les mesures favorables au capital, la gestion catastrophique de la crise sanitaire –, subies par les salarié·e·s, les privé·e·s d'emploi, les retraité·e·s, les jeunes, les femmes, fournissent un terreau exploité par l'extrême droite. Les politiques d'austérité, sous l'aiguillon des organisations patronales et plus particulièrement du Medef ,génèrent une aggravation du chômage, le développement des inégalités sociales, de la précarité, de la pauvreté et des processus d'exclusion. Elles accroissent la désespérance sociale et peuvent pousser dans les bras de l'extrême droite certain·e·s salarié·e·s. Incontestablement, les politiques autoritaires et attentatoires aux libertés nourrissent également l'extrême droite.

« Respectabilité » de façade du RN et l'ultra-libéralisme raciste de Zemmour

Ce n'est pas le changement de nom en Rassemblement national et leur volonté de donner l'image d'un parti à la fois respectable et différent des autres qui change la donne : ce parti est fondamentalement fasciste, raciste, violent, divise les salarié·e·s et au-delà tend à toujours plus opposer les habitant·e·s entre elles et eux.

Sa stratégie de dissimulation en un « parti respectable » nourri par la colère sociale (retraite à 60 ans, augmentation de l'allocation aux adultes handicapé·e·s et du minimum vieillesse, « défense » des services publics) n'est qu'un leurre pour capter des voix de salarié·e·s frappé·e·s par les politiques néolibérales et des choix austéritaires qui se succèdent depuis des années. Les critiques sociales proclamées par ce parti sont une stratégie masquant leur absence totale de volonté de renverser le déséquilibre à l'œuvre entre celles et ceux qui possèdent du capital et les salarié·e·s ne vivant que de leur travail. Rien à attendre de leur part pour nos salaires et nos pensions, notre protection sociale, les services publics, la sortie de l'austérité.

Zemmour, lui, ne fait même pas semblant et ne cache pas ses positions qui reprennent celles du Medef. Il est directement le produit des puissants qui l'ont créé comme personnage médiatique. C'est notamment Bolloré, grand patron, milliardaire et propriétaire de Cnews qui s'est assuré de lui donner une grande audience.

Obsédé par sa haine des immigré·e·s et des musulman·e·s, il essaie de détourner la colère populaire en créant des boucs-émissaires, fantasmant un monde qui n'a jamais existé où les seules différences seraient la couleur de peau ou la religion !

A l'opposé des orientations mortifères de l'extrême droite, nos organisations syndicales portent un ensemble de propositions alternatives visant à changer le travail pour changer la société.

Nos organisations proposent aux étudiant·e·s, aux salarié·e·s, aux agent·e·s de la Fonction publique, aux privé·e·s d'emploi, aux retraité·e·s de s'organiser au quotidien, sur les lieux de travail, d'études ou de vie, pour améliorer les droits et combattre les discriminations. De nombreuses mobilisations le montrent : la solidarité, l'égalité des droits, la justice sociale sont des aspirations fortes dans le monde du travail !

Par ailleurs, L'extrême droite joue aussi sur la corde « antimondialiste ». Pour notre part, nous revendiquons une autre mondialisation où les solidarités internationales priment en termes économiques, politiques et sociaux, contrairement à l'opposition entre les peuples prônée par l'extrême droite.

Nous diviser sous couvert de « préférence nationale » ne peut servir que ceux qui exploitent et accaparent les richesses.

La haine, l'exclusion, le racisme, ne sont plus le monopole des partis d'extrême droite, elles se sont largement diffusées dans toute la classe politique et participent d'une atmosphère délétère. Que le capitalisme soit d'ici ou d'ailleurs, peu importe : pour les salarié·e·s, c'est bien l'exploitation qui est en cause.

C'est bien ce système qui permet l'appropriation des richesses par une minorité. Et c'est bien l'unité des salarié·e·s dans la combativité, quels que soient leur nationalité et leur lieu de travail, qui permettra un meilleur partage des richesses.

Et c'est aussi parce que nos métiers et missions sont au service de l'intérêt général ou que nous voulons les transformer dans ce sens que nous n'acceptons pas de les voir remis en cause par la diffusion des idées d'extrême droite : que ce soit dans les services publics ou dans les entreprises privées, nous voulons travailler à l'égalité de traitement, à l'émancipation, au vivre ensemble, pas à la division et à l'exclusion.